**DEMANDE DE SUBVENTION PAR UNE ASSOCIATION - EXERCICE 2024**

 **Nom de l’association :**

****

**dossier A retourner avant le 09 FEVRIER 2024**

**Tout dossier reçu INCOMPLET ou HORS DELAI ne sera pas traité prioritairement**

**et sera instruit sous réserve de disponibilité des crédits dans le courant de l’exercice.**

Votre demande de subvention se formalise par ce dossier complété.

Ce formulaire concerne tous les types de subventions : le fonctionnement de la structure, une action spécifique en fonctionnement ou en investissement, ou une manifestation.

**Cadre réservé à l’administration :**

[ ]  **COMMUNE** [ ]  **CCAS** [ ]  **RPA**

**Objet de la demande : compléter les fiches correspondantes en fonction des demandes présentées**

[ ]  **Subvention au titre d’un projet ou d’une manifestation Montant demandé *Fiche 1*  €**

[ ]  **Subvention au titre de l’investissement  Montant demandé *Fiche 2*  €**

[ ]  **Subvention au titre du fonctionnement Montant demandé *Fiche 3*  €**

 **TOTAL demandé *Fiche 4*  €**

**Modalité de transmission du dossier :**

Tout dossier de demande de subvention doit être adressé à **Monsieur le Maire de Danjoutin**

|  |  |
| --- | --- |
| Par voie postale à l’adresse suivante : | **MAIRIE DE DANJOUTIN****44 rue Dr Jacquot – BP 36****90400 DANJOUTIN** |
|  Par voie dématérialisée à l’adresse suivante : | **secretariat@mairiedanjoutin.fr** |

# INFORMATIONS PRATIQUES

Ce dossier doit être utilisé par toute association sollicitant une subvention auprès de la Mairie de Danjoutin. Il concerne le financement, le fonctionnement général de l’association qui relèvent de l’intérêt général ou de projet spécifique.

Ce dossier a été établi conformément aux règles nationales et communales applicables aux financements publics.

Il convient de rappeler que tout dossier dûment complété n’ouvre pas droit systématique à l’attribution d’une aide de la commune. Les versements sont effectués librement après délibération du Conseil municipal de Danjoutin sans que l’association ne puisse solliciter une date de règlement.

Associations non éligibles aux subventions : associations à but politique, syndical ou cultuel, associations ayant causé ou pouvant causer des troubles à l’ordre public, associations de fait (incapables de produire un justificatif d’existence), association de moins d’un an (sans bilan d’activité), associations n’ayant pas déposé de dossier de demande.

Formulaire unique à télécharger sur <https://www.mairiedanjoutin.fr/vivre-a-danjoutin/vie-associative/>

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1 - Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

**Composition du dossier**

[INFORMATIONS PRATIQUES 2](#_Toc155343969)

[PIECES A JOINDRE OBLIGATOIREMENT AU DOSSIER 3](#_Toc155343970)

[RAPPEL DE LA REGLEMENTATION 4](#_Toc155343971)

[PRESENTATION DE VOTRE ASSOCIATION 5](#_Toc155343972)

[A. Identification de l’association : 5](#_Toc155343973)

[B. Objet de l’association 6](#_Toc155343974)

[C. Renseignements administratifs et juridiques : 9](#_Toc155343975)

[D. Renseignements concernant les ressources humaines 10](#_Toc155343976)

[E. Eléments budgétaires 11](#_Toc155343977)

[FICHE n°1 14](#_Toc155343978)

[FICHE n°2 17](#_Toc155343979)

[FICHE n°3 18](#_Toc155343980)

[FICHE n°4 - obligatoire pour toute demande 19](#_Toc155343981)

[FICHE n°5 – obligatoire pour toute demande 20](#_Toc155343982)

[FICHE n°6 – obligatoire pour toute demande 21](#_Toc155343983)

# PIECES A JOINDRE OBLIGATOIREMENT AU DOSSIER

***En application de l’article L 1611-4 du CGCT***

**[ ]  Les statuts régulièrement déclarés, en un seul exemplaire**

**[ ]  L’avis d’insertion des statuts au Journal Officiel**

**[ ]  Les délibérations des assemblées désignant le conseil d’administration ou la liste des personnes chargées de l’administration de l’association.**

**[ ]  Un relevé d’identité bancaire ou postal, portant une adresse correspondant à celle du n°SIRET.**

**[ ]  Les délibérations de l’assemblée générale ayant approuvé les comptes du dernier exercice clos, ainsi que le rapport moral et financier lu en assemblée générale.**

**[ ]  Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celle qui ont reçu annuellement plus de 153.000 euros de dons ou de subventions.**

**[ ]  Le cas échéant, la référence de la publication sur le site Internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n’est pas nécessaire de les joindre.**

**[ ]  Le plus récent rapport d’activité approuvé.**

**[ ]  Le présent dossier de demande de subvention dûment complété et signé en original par le tiers dûment habilité, et notamment les fiches prévues selon la situation du demandeur :**

* **Subvention au titre d’un projet ou d’une manifestation :** [ ]  **Fiche 1**
* **Subvention au titre de l’investissement :** [ ]  **Fiche 2**
* **Subvention au titre du fonctionnement :** [ ]  **Fiche 3**

**IMPORTANT : la subvention de fonctionnement (Fiche 3) peut être sollicitée en directe uniquement par les associations non adhérentes à un collectif (Denfert, Centre Culturel de Danjoutin) ou par le collectif lui-même qui est chargé de leur redistribution aux sections. Les demandes de subvention des sections ne peuvent être déposées qu’au titre des projets, manifestation ou investissement.**

* **Attestations sur l’honneur :** [ ]  **Fiche 4** [ ]  **Fiche 5** [ ]  **Fiche 6**

# RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

**1. Subvention affectée à une dépense déterminée :**

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l’organisme doit produire un compte rendu financierqui atteste la conformité des dépenses à l’objet de la subvention ; le compte rendu financier est déposé en mairie au plus tard dans les six mois suivant la fin de l’exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

**2. Subvention dépassant 23.000 € :**

Dans ce cas, l’organisme subventionné, s’il est de droit privé, doit conclure avec la commune une convention définissant l’objet, le montant et les conditions d’utilisation de la subvention attribuée.

**3. Subvention dépassant 75.000€ ou 50% du budget de l’organisme :**

Dans ces autres cas, l’organisme subventionné doit fournir à la commune le bilan certifié conforme du dernier exercice connu. A cet effet, il doit être impérativement adressé à la commune au plus tard le 31 octobre de l’année précédente celle de la demande.

Par définition, l’attribution d’une subvention est :

* + Facultative : elle est décidée par un vote du Conseil Municipal ;
	+ Précaire : sauf dans le cas des conventions d’objectif et de moyen pluriannuelles, la demande de subvention doit être renouvelée chaque année ;
	+ Conditionnelle : elle est soumise à un formalisme : un dossier doit être déposé pour être étudié.

***Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations :***

*Art 9-1 (Créé par*[*loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 - art. 59*](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=6C690EC5D3C5338D5051B80407E64A2D.tpdila10v_1?cidTexte=JORFTEXT000029313296&idArticle=LEGIARTI000029314934&dateTexte=20140801&categorieLien=id#LEGIARTI000029314934)*) :*

*Constituent des subventions, au sens de la présente loi, les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires.*

*Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.*

*Art 10* *(modifié par*[*ordonnance n°2015-904 du 23 juillet 2015 - art. 7*](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=6C690EC5D3C5338D5051B80407E64A2D.tpdila10v_1?cidTexte=JORFTEXT000030921208&idArticle=LEGIARTI000030921889&dateTexte=20150724&categorieLien=id#LEGIARTI000030921889)*) :*

*Les demandes de subvention présentées par les associations auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial mentionné au premier alinéa de l'article 9-1 sont établies selon un formulaire unique dont les caractéristiques sont précisées par décret. (…)*

*Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. (…) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.*

# PRESENTATION DE VOTRE ASSOCIATION

### Identification de l’association :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom** |  |
| **Sigle** |  |
| **Adresse de son siège social** |  |
| **Code postal** |  |
| **Commune** |  |
| **Téléphone** |  |
| **Courriel de contact** |  |
| **Adresse site internet** |  |

L’association est-elle (cocher la case) : [ ]  nationale [ ]  départementale

 [ ] régionale [ ]  locale

Si l’activité s’exerce en dehors de la commune, précisez son impact sur les administrés de Danjoutin :



**Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre association** *(indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)*:



Votre association a-t-elle des adhérents personnes morales : non [ ]  oui [ ]  lesquelles ?



1. **Identification du responsable de l’association (président(e) ou autre personne désignée par les statuts) :**

Nom :  Prénom : 

Fonction : 

Téléphone :  Courriel : 

Adresse : 

1. **Identification de la personne chargée du présent dossier de subvention :**

Nom :  Prénom : 

Fonction : 

Téléphone :  Courriel : 

Adresse : 

1. **Adresse de correspondance : (cocher la case)**

[ ]  au siège social [ ]  à l’adresse du Président(e) [ ]  à l’adresse de la personne chargée du présent dossier

### Objet de l’association

**Catégorie de l’association :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| [ ] SPORTS | [ ] CULTURE | [ ] CIVIQUE | [ ] SOLIDARITE |
| [ ] EDUCATION - JEUNESSE | [ ] ENVIRONNEMENT | [ ] AUTRES : précisez |  |

**Intitulé de l’objet de l’association comme défini dans les statuts**



**Présentation des activités**



**Intervention dans le cadre d’une politique publique (mission confiée par l’Etat, orientation régionale, etc.) ?**



**Public bénéficiaire (caractéristiques sociales, nombre...)**



**Moyens mis en œuvre (technique, humain….)**



### Renseignements administratifs et juridiques :

*Pour bénéficier d’une subvention, vous devez disposer :*

* *D’un numéro SIRET ; Si vous n’en avez pas, il vous faut le demander à la direction régionale de l’INSEE. Cette démarche est gratuite (annuaire des directions régionales sur* [*http://www.insee.fr*](http://www.insee.fr)*)*
* *D’un numéro RNA, ou à défaut, du numéro de récépissé en préfecture ; Le numéro RNA (répertoire national des associations) est attribué à l’occasion des enregistrements de création ou modification en préfecture.*

*Ces références constitueront vos identifiants dans vos relations avec les services administratifs.*

**Numéro Siret :  champ indispensable**

*NB : En vertu de l’article R. 123-220\* du Code du Commerce, le numéro SIRET est obligatoire dans le cas où la structure reçoit des subventions de l’Etat ou d’une collectivité territoriale. (A demander à l’INSEE si la structure en est dépourvue)*

**Code Activité (APE) : ***NB : se référer à la fiche d’immatriculation SIRET*

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : ****

Date de publication de la création au Journal Officiel : ****

**Votre association dispose-t-elle d’agrément(s) administratif(s) ?** [ ] oui [ ]  non

Si oui, vous préciserez le(s)quel(s) :

 **Type d’agrément : Attribué par : En date du :**

   

**Votre association est-elle reconnue d’utilité publique ?** [ ] oui [ ]  non

Date de publication au Journal Officiel : 

**Votre association dispose-t-elle d’un commissaire aux comptes\* ?** [ ] oui [ ]  non

\*Obligation notamment pour toute association qui reçoit annuellement plus de 153.000 euros de dons ou de subventions, conformément à l’article L612-4 du code de commerce ou au décret n°2006-335 du 21 mars 2006.

**Votre association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ?** [ ] oui [ ]  non

**Si l’association est titulaire d’un label, nom et coordonnées de l’organisme qui l’a délivré :**



### Renseignements concernant les ressources humaines

**Nombre d'adhérents de l'association : **

(À jour de la cotisation statutaire au 31 décembre de l’année écoulée)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Dont |  | Femmes |  | Hommes |

**Moyens humains de l’association**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **2021**  | **2022** | **2023** |
| Nombre de bénévoles : *Bénévole : personne contribuant régulièrement à l’activité de l’association, de manière non rémunérée.* |  |  |  |
| Nombre de volontaires :*Volontaire : personne engagée pour une mission d’intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)* |  |  |  |
| Nombre total de salariés :  |  |  |  |
| Dont nombre d’emplois aidés |  |  |  |
| Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)[[1]](#footnote-1) : |  |  |  |
| Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique |  |  |  |
| Adhérents |  |  |  |

### Eléments budgétaires

#### Situation de vos comptes au  (date de la demande)

|  |  |
| --- | --- |
| Compte courant |  |
| Compte épargne |  |
| Autres |  |
| Créances à recouvrir |  |
| Dettes à honorer |  |

#### Détail des subventions autres que communales

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **ORGANISME** | **OBTENUES****Au titre de 2022** | **OBTENUES****Au titre de 2023** | **SOLLICITEES****Au titre de 2024** |
| Etat |  |  |  |
| Région |  |  |  |
| Commune(s)- - -  |  |  |  |
| CAF |  |  |  |
| Autres (préciser)- - -  |  |  |  |

|  |
| --- |
| **MISES A DISPOSITION** |
| **Nature de l’aide\*** | **Détail de l’aide** | **Origine** | **Montant estimé** |
| [ ]  Locaux |  |  |  |
| [ ]  Mobilier |  |  |  |
| [ ]  Matériel |  |  |  |
| [ ]  Personnel |  |  |  |
| [ ]  Fluides |  |  |  |
| [ ]  Autres (préciser) |  |  |  |

 \* Cocher la case correspondante

*NB : Code Général des Collectivités Territoriales - Art. L. 1611 -4 : Toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée. Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.*

#### Compte de résultat (réalisé / dernier exercice clos) de l’association

*Ne pas compléter ce tableau si les comptes vérifiés ou certifiés sont joints au présent dossier.*

Si l’exercice de l’association est différent de l’année civile, préciser les dates de début et de fin d’exercice.

[ ]  Année civile ou [ ]  Date de début :  [ ]  Date de fin : 

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **MONTANT[[2]](#footnote-2)** | **PRODUITS** | **MONTANT** |
| **60 – Achats** |  | **70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** |  |
| Prestations de services |  | **74- Subventions d’exploitation**[[3]](#footnote-3) |  |
| Achats matières et fournitures |  | État : préciser le(s) ministère(s) ou directions sollicité(s) cf. 1ère page |  |
| Autres fournitures |  | *
 |  |
| **61 - Services extérieurs** |  | *
 |  |
| Locations  |  | *
 |  |
| Entretien et réparation |  | Région(s) : |  |
| Assurance |  | *
 |  |
| Documentation |  | Département(s) : |  |
| **62 - Autres services extérieurs** |  | *
 |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  | Communautés de communes ou d’agglomérations |  |
| Publicité, publication |  | *
 |  |
| Déplacements, missions |  | Commune(s) : |  |
| Services bancaires, autres |  | *
 |  |
| * Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)
 |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | *
 |  |
| Impôts et taxes sur rémunération, |  | *
 |  |
| Autres impôts et taxes |  | Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) |  |
| **64 - Charges de personnel** |  | L'agence de services et de paiement (emplois aidés) |  |
| Rémunération des personnels |  | Autres établissements publics |  |
| Charges sociales |  | **75 - Autres produits de gestion courante** |  |
| Autres charges de personnel |  | Dont cotisations, dons manuels ou legs |  |
| **65- Autres charges de gestion courante** |  | Aides privées |  |
| **66 - Charges financières** |  | **76 - Produits financiers** |  |
| **67 - Charges exceptionnelles** |  | **77- produits exceptionnels** |  |
| **68 - Dotation aux amortissements** |  | **78- Reprises sur amortissements et provisions** |  |
| **TOTAL DES CHARGES** |  | **TOTAL DES PRODUITS** |  |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**[[4]](#footnote-4) |
| **86- Emplois des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| 860- Secours en nature |  | 870- Bénévolat |  |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services |  | 871- Prestations en nature |  |
| 862- Prestations |  | 875- Dons en nature |  |
| 864- Personnel bénévole |  |  |  |
| **TOTAL**  |  | **TOTAL**  |  |

#### Budget prévisionnel

*Si vous disposez déjà d’un budget respectant la nomenclature du plan comptable associatif, il vous suffit de le transmettre en ne faisant figurer sur la fiche que le montant de la subvention demandée*

Si l’exercice de l’association est différent de l’année civile, préciser les dates de début et de fin d’exercice.

[ ]  Année civile ou [ ]  Date de début :  [ ]  Date de fin : 

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **MONTANT[[5]](#footnote-5)** | **PRODUITS** | **MONTANT** |
| **60 – Achats** |  | **70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** |  |
| Prestations de services |  | **74- Subventions d’exploitation**[[6]](#footnote-6) |  |
| Achats matières et fournitures |  | État : préciser le(s) ministère(s) ou directions sollicité(s) cf. 1ère page |  |
| Autres fournitures |  | *
 |  |
| **61 - Services extérieurs** |  | *
 |  |
| Locations  |  | *
 |  |
| Entretien et réparation |  | Région(s) : |  |
| Assurance |  | *
 |  |
| Documentation |  | Département(s) : |  |
| **62 - Autres services extérieurs** |  | *
 |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  | Communautés de communes ou d’agglomérations |  |
| Publicité, publication |  | *
 |  |
| Déplacements, missions |  | Commune(s) : |  |
| Services bancaires, autres |  | *
 |  |
| * Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)
 |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | *
 |  |
| Impôts et taxes sur rémunération, |  | *
 |  |
| Autres impôts et taxes |  | Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) |  |
| **64 - Charges de personnel** |  | L'agence de services et de paiement (emplois aidés) |  |
| Rémunération des personnels |  | Autres établissements publics |  |
| Charges sociales |  | **75 - Autres produits de gestion courante** |  |
| Autres charges de personnel |  | Dont cotisations, dons manuels ou legs |  |
| **65- Autres charges de gestion courante** |  | Aides privées |  |
| **66 - Charges financières** |  | **76 - Produits financiers** |  |
| **67 - Charges exceptionnelles** |  | **77- produits exceptionnels** |  |
| **68 - Dotation aux amortissements** |  | **78- Reprises sur amortissements et provisions** |  |
| **TOTAL DES CHARGES** |  | **TOTAL DES PRODUITS** |  |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**[[7]](#footnote-7) |
| **86- Emplois des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| 860- Secours en nature |  | 870- Bénévolat |  |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services |  | 871- Prestations en nature |  |
| 862- Prestations |  | 875- Dons en nature |  |
| 864- Personnel bénévole |  |  |  |
| **TOTAL**  |  | **TOTAL**  |  |

# FICHE n°1

|  |
| --- |
| Demande de subvention au titre d’un projet ou d’une manifestation |
| Montant demandé :  € |

**Intitulé de la manifestation ou du projet :**



**Lieu ou zone géographique ou territoire de réalisation du projet (emplacement, commune, département, région) :**



**Date(s) / Durée :** 

**Descriptif précis du projet ou de la manifestation :**



**Nom et coordonnées du référent** : 

**N° de téléphone :**  **e-mail :** 

Niveau de la manifestation ou du projet :

[ ]  National [ ]  départemental [ ] régional [ ]  local

**Nombre d’intervenants ou d’accompagnateurs** : 

**Nombre estimé de spectateurs ou de participants attendus** : 

**Inscription du projet dans le cadre d’une politique publique (mission confiée par l’Etat, orientation régionale, etc.) ?**



 **Public bénéficiaire (caractéristiques sociales, nombre, etc.)**



**Moyens mis en œuvre :**



Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en œuvre de l'action/projet ?

 [ ]  oui [ ]  non Si oui, combien (en ETPT) : 

**Budget prévisionnel du projet ou de la manifestation**

|  |  |
| --- | --- |
| **RECETTES** | **DEPENSES** |
| **Nature** | **Montant** | **Nature** | **Montant** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **TOTAL** | **€** | **TOTAL** | **€** |

**Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus :**



# FICHE n°2

|  |
| --- |
| Demande de subvention au titre de l’investissement |
| Montant demandé :  € |

**Argumentaire et descriptif :**



**Les besoins :**



**Coût et financement de l’investissement (joindre les devis) :**

|  |  |
| --- | --- |
| **RECETTES** | **DEPENSES** |
| **Nature** | **Montant** | **Nature** | **Montant** |
| Association |  |  |  |
| Fédération |  |  |  |
| Commune |  |  |  |
| Autres |  |  |  |
| Autres |  |  |  |
| **TOTAL** |  | **TOTAL** |  |

*Le versement de la subvention d’investissement s’effectuera sur présentation de factures acquittées et pour des achats de nature conformes aux devis présentés.*

# FICHE n°3

|  |
| --- |
| SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT **Document à compléter uniquement par un collectif de sections ou par les associations non représentées par un collectif (Denfert, Centre Culturel de Danjoutin)** |
| Montant demandé :  € |

Association / Collectif : 

Le cas échéant, nombre de sections affiliées : 

Effectif à la date du : 

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Association ouSection | Moins de 18 ans | Plus de 18 ans | Plus de 60 ans | Personnes en situation de handicap | TOTAL |
| Filles | Garçons | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Licence FFSA ou Handisport | Licence fédérale classique |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**Moyens matériels et humains**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Nombre de personnes  | Nombre en ETPT |
| Bénévoles |  |  |
| Salariés |  |  |
| dont en CDI |  |  |
| dont en CDD |  |  |
| Autres statuts |  |  |
| Volontaires *(services civiques ...)* |  |  |

# FICHE n°4 - obligatoire pour toute demande

|  |
| --- |
| DÉCLARATION SUR L’HONNEUR |

*Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter-) lui permettant d'engager celle-ci.*

*Toute fausse déclaration est passible de peines d’emprisonnement et d’amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.*

**Je soussigné(e)**, (nom et prénom) 

représentant(e) légal(e) de l’association 

- certifie que l’association est régulièrement déclarée ;

- certifie que l’association est en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;

- certifie que l’association souscrit au contrat d’engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l’application de l’article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l’ensemble des demandes de subventions introduites auprès d’autres financeurs publics ainsi que l’approbation du budget par les instances statutaires ;

- certifie que l’association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l’Etat, les associations d’élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

- certifie que l’association a perçu un montant total et cumulé d’aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l’exercice en cours):

[ ]  inférieur à 500 000 €\* *\* Le montant total et cumulé d’aides publiques sur 3 ans ne conditionne pas l’attribution ou non d’une subvention. Cette attestation permet aux pouvoirs publics d’adapter le formalisme de leur éventuelle décision d’attribution*

 [ ]  égal ou supérieur à 500 000 €

* demander une subvention d’un montant total de : ** €** *(montant identique au montant total page 1)*
* que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l’association.

Fait, le 

A 

*Signature dans le cadre dédié* 

# FICHE n°5 – obligatoire pour toute demande

|  |
| --- |
| ENGAGEMENTS DE L’ASSOCIATION |

*Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter-) lui permettant d'engager celle-ci.*

**Je soussigné(e)**, (nom et prénom) 

représentant(e) légal(e) de l’association 

dûment habilité(e) à déposer la présente demande de subvention, s’engage à :

* utiliser la subvention, si cette dernière lui est allouée, pour la réalisation son projet et/ou des activités dans les conditions décrites au moment de la présente demande de subvention ;
* transmettre à la commune de Danjoutin :
	+ Un **compte rendu financier** relatif à l’utilisation de la subvention **dans les deux mois, suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée**, soit avant le 28 février de l’année suivant le versement ;
	+ dans un délai d’un mois à compter de leur présentation au conseil d’administration ou à l’assemblée générale :
		- le compte de résultat et le bilan de l’organisme bénéficiaire ;
		- un programme et un bilan des actions menées et de l’activité de l’association.
* faire mention du soutien de la commune de Danjoutin, de manière apparente, dans les documents d'information ou de promotion de l’association ou des manifestations objets des subventions.

L’association déclare avoir pris connaissance que la restitution, totale ou partielle, de la subvention pourra être exigée en cas de non-respect de tout ou partie des engagements qui sont à la charge du bénéficiaire au titre de la présente demande et notamment si les sommes perçues :

* + ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l’objet de la présente demande,
	+ n’ont pas été utilisées par le bénéficiaire,

mais également :

* + en cas d’inexactitude des informations fournies par le bénéficiaire à la commune de Danjoutin,
	+ en cas de cessation de son activité ou de dissolution de l’association.

Fait, le 

A 

*Signature dans le cadre dédié* 

# FICHE n°6 – obligatoire pour toute demande

|  |
| --- |
| **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS****ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES** |

*Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter-) lui permettant d'engager celle-ci.*

**Je soussigné(e)**, (nom et prénom) 

représentant(e) légal(e) de l’association 

dûment habilité(e) à déposer la présente demande de subvention, s’engage à respecter et à faire respecter les principes suivants au sein du collectif :

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n°2000-32l du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique. Ainsi, l'association ou la fondation «  s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

**ENGAGEMENT n°1 : RESPECT DES LOIS DE LA REPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public. L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques. Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïc de la République.

**ENGAGEMENT n°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

**ENGAGEMENT n°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er

Juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

**ENGAGEMENT n°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l’identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

**ENGAGEMENT n°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

**ENGAGEMENT n°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT n°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait, le 

A 

*Signature dans le cadre dédié* 

1. *Effectifs pondérés par la quotité de travail. A titre d’exemple, un salarié en CDI dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l’année correspond à 0,8 ETPT, un salarié en CDD de 3 mois, à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 soit 0,2 ETPT.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Ne pas indiquer les centimes d’euros.* [↑](#footnote-ref-2)
3. *L’attention du demandeur est appelée sur la nécessité de faire figurer sous cette rubrique le détail de tous les financements demandés auprès des financeurs publics. Les indications valent déclaration sur l’honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant toutes les autorités sollicitées.* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l’annexe et une possibilité d’inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat.* [↑](#footnote-ref-4)
5. *Ne pas indiquer les centimes d’euros.* [↑](#footnote-ref-5)
6. *L’attention du demandeur est appelée sur la nécessité de faire figurer sous cette rubrique le détail de tous les financements demandés auprès des financeurs publics. Les indications valent déclaration sur l’honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant toutes les autorités sollicitées.* [↑](#footnote-ref-6)
7. *Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l’annexe et une possibilité d’inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat.* [↑](#footnote-ref-7)